

La gauche introuvable

« On prétend aujourd'hui que les systèmes sont épuisés, que l'on tourne sur soi en politique, que les caractères sont effacés, les esprits las; qu'il n'y a rien à faire, rien à trouver, qu'aucun chemin ne se présente; que l'espace est fermé; sans doute, quand on reste à la même place, c'est le même cercle de l'horizon qui pèse sur la terre. Mais avancez; osez déchirer le voile qui vous enveloppe, et regardez, si toutefois vous n'avez peur et n'aimez mieux fermer les yeux. »

Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*

La gauche n'est plus ce qu'elle était

QUE SONT LES RÊVES de gauche devenus ?

Et de quoi la gauche a-t-elle donc rêvé ? Si rêves il y eut, ils ne furent pas uniformément gris ou roses. Certains ont fait le cauchemar héroïque d'une terre promise aux couleurs de l'Union soviétique stalinisée, du culte stakhanoviste du travail, des prouesses productivistes de la collectivisation forcée et de l'industrialisation accélérée, des tonnes d'acier et des cheminées fumantes, des moissons de médailles olympiques. D'autres – les mêmes parfois – ont rêvé du soleil flamboyant et sanglant de la grande Révolution culturelle prolétarienne, du grand timonier victorieux et d'une forêt de petits livres rouges brandis à bout de bras.

D'autres, encore, se sont contentés plus prosaïquement du rêve tiède d'un socialisme à pas de tortue, dans le respect des bienséances parlementaires et par le moyen de sages réformes respectueuses. Cela n'a pas empêché, depuis près d'un siècle, la social-démocratie d'accumuler les petites concessions qui ont fait les grandes capitulations : du concubinage avec les assassins de Rosa Luxemburg dans l'Allemagne de 1919 à l'enrôlement fleur au fusil dans les croisades coloniales et néocoloniales, en passant par la non-intervention aux côtés de l'Espagne républicaine.

Nous n'avons pas partagé ces rêves-là.

Nous n'avons jamais cru aux paradis artificiels du petit père des peuples ou du grand timonier. Nous n'avons jamais eu non plus l'illusion que la gauche victorieuse de 1981 accomplirait le changement radical promis. Du moins avons-nous cru qu'elle débloquerait la situation. Même pas.

Le bilan de l'ère mitterrandienne est désastreux.

La gauche victorieuse de 1981 prétendait changer la vie. La vie l'a changée. Elle prétendait rendre le pouvoir au peuple. Le pouvoir l'a prise. Elle n'avait pas de mots assez durs contre l'argent facile. Elle s'est abandonnée aux facilités de l'argent.

Elle s'engageait à instaurer une citoyenneté sans frontières en donnant le droit de vote aux immigrés. Elle se fixait – déjà – comme priorité de faire reculer

le chômage, l'inégalité et les exclusions. Ce n'étaient pas des rêves, seulement des principes et des projets, sans lesquels la gauche n'est plus à gauche.

Ces principes se sont perdus dans la tactique politicienne. La réforme annoncée a tourné à la banqueroute intellectuelle et morale. Malgré ce grand affaissement de l'imaginaire historique, nous continuons à vivre dans un monde moins que jamais acceptable, un monde tenaillé par le besoin de rêver autre chose, ou, plus simplement, d'entrevoir une issue vers l'avant, un possible irréductible à l'hébétude du réel. Une gauche qui aurait perdu sa capacité d'anticipation, son ambition d'un possible inaccompli, aurait-elle encore le droit de revendiquer l'héritage contrasté de ses combats ? Sans volonté de briser le cercle des fatalités économiques, peut-elle même se dire encore la gauche ?

Cinq ans après sa grande dépression de 1993, la vieille gauche paraît miraculeusement requinquée. Lionel Jospin a longtemps trôné sur un nuage de sondages. Le congrès socialiste de Brest, fin 1997, a effacé les amertumes de Rennes.

Cette gauche victorieuse savoure le succès retrouvé à petites gorgées lentes, avec la gourmandise minimale d'un Philippe Delerm. Elle prend son temps, agit par retouches, sans bouleversements. Le secret de sa soudaine popularité ne tient pas à la hardiesse de ses mesures sociales, mais plus simplement à la réhabilitation apparente de la politique. Le peuple était las des gérants austères et amidonnés, des impératifs secs de la raison économique. Il voulait encore croire que gouverner peut être autre chose que se résigner et subir les caprices des marchés financiers. Lionel Jospin l'a bien compris : « Je suis persuadé que les Français attendent que l'on restitue à la politique la valeur cardinale qui est la sienne. Je ne suis même pas loin de penser qu'une des raisons du retour de la confiance qui s'esquisse dans le pays tient précisément à cette réhabilitation de la politique que nous avons engagée pour la mettre au cœur de la démocratie ¹. »

Plus que de l'administration et du commandement, la politique est un art du conflit et des rapports de forces. Il ne s'apprend pas dans les grandes écoles, mais dans les épreuves et les tourbillons de la vie. Les générations du Front populaire, de la Résistance, de la Libération, ont peu à peu disparu de la scène. Elles ont été remplacées par les hommes du sérail, avec leur morgue et leur raideur de chefs « nés coiffés ». Juppé a incarné à merveille leur froideur. À ses dépens.

Jospin a pour lui le sens militant de la politique, la connaissance de ses

¹ *Le Monde*, 12 septembre 1997.

acteurs et de leur histoire. Dans son entourage, le jugement des politiques équilibre l'évaluation comptable des techniciens. Le traitement du dossier des 35 heures et la conduite de la grève des routiers ne s'expliquent pas autrement.

Après six mois d'exercice du pouvoir, la satisfaction bien tempérée et l'état de grâce tiède se maintenaient au beau fixe. Ils auraient pu durer tant bien que mal jusqu'après les élections régionales, le passage effectif à l'euro, et peut-être la première évaluation sur la loi des 35 heures. Les astres étaient plutôt propices. Sonnée par sa défaite et hantée par le Front national, la droite avait besoin de temps pour se refaire à grand-peine.

Malgré quelques sautes d'humeur, la gauche plurielle faisait contre mauvaise fortune bon cœur. Le mouvement social semblait suspendre son pas de cigogne. Il n'était pas éteint, seulement en veilleuse. Si le référendum contre la privatisation de France Télécom fut un succès, la grève fut un dernier baroud minoritaire. Les manifestations pour la défense des sans-papiers ou pour les droits des femmes de l'automne 1997 étaient plus faibles que lors des deux années précédentes.

On grogne. On rouspète sourdement. On ronge son frein, mais faute d'alternative crédible, on craint aussi de « faire le jeu de la droite », qui pourrait bien, en la circonstance, devenir celui de l'extrême droite.

Mécontentement social et inhibition politique paraissent ainsi se neutraliser. Lionel Jospin semblait tenir fermement les rênes. Et François Hollande gardait avec rondeur la maison rose.

L'irruption des chômeurs, des précaires, des « sans » en tout genre et de leurs doléances est venue bousculer ce décor de pastorale pour bergers et bergères roses.

De l'autre côté du miroir, pourtant, le roman est en effet moins idyllique qu'il n'y paraît. À l'instar de l'aigle jadis vaincu par ses conquêtes, cette gauche au mieux des sondages est rongée par ses victoires, minée par ses succès en trompe l'œil.

Entre la gauche et la droite, la différence passait hier entre l'idéal égalitaire hérité de la Révolution française et l'inégalité acceptée comme une seconde nature ; entre une certaine idée de la propriété sociale et du service public, et le culte de la sacro-sainte propriété privée ; entre l'école publique et laïque et l'enseignement privé... Ces différences se sont décolorées à l'épreuve de la contre-réforme libérale.

L'égalité se dilue dans l'équité. Au nom des « alliances financières » nécessaires, Robert Hue se rallie aux privatisations et son fidèle Pierre Blotin aban-

donne les nationalisations à une « mythologie surannée de la gauche 2/ ». Depuis 1984, la loi de la consommation scolaire l'emporte peu à peu sur la défense de l'école pour tous. Vidée de contenu social, la rhétorique républicaine tend à se réduire à un discours d'ordre et de sécurité. L'internationalisme d'antan s'efface devant l'ambition égoïste d'une Europe-puissance prenant le relais d'une « grandeur française » déchu.

À la veille du congrès de Brest, le Parti socialiste a présenté un document de bilan, sous forme d'un fascicule à trois millions d'exemplaires, et fièrement intitulé *Ça change*. Il n'y était plus question de « supprimer » les lois Pasqua-Debré, ni d'abolir le RDS, ni de revenir sur le plan Juppé; plus question non plus de « stopper les privatisations », ainsi que l'annonçait le programme électoral, mais de « favoriser les meilleures alliances internationales »; plus question de rétablir l'autorisation administrative de licenciement, mais seulement d'en réformer la procédure. Lorsque Jospin accueille les outrances verbales de Seillière comme de simples propos de campagne préélectorale qui ne préjugent pas du comportement à venir, il sait de quoi il parle.

L'époque semble déjà lointaine où Pierre Moscovici, ministre chargé des Affaires européennes, plaidait pour une autre Europe, en affirmant que « cela mérite un combat politique, et, s'il le faut, une crise 3/ ». Lionel Jospin lui répond indirectement : « Que nous propose-t-on ? De provoquer des crises comme mode de solution des problèmes de notre société. Les socialistes ne se paient plus de mots 4/ ».

La gauche n'a plus ni grand dessein ni grand projet. Elle se contente de mettre en musique l'accompagnement social de la logique libérale. À peine éteints les lampions de Brest, l'inquiétude perçait déjà derrière l'euphorie. Peut-on rester longtemps sans horizon d'attente, dans le ressassement circulaire d'une épuisante quotidienneté ? Le sénateur fabiusien Henri Weber et le vétéran Gilles Martinet s'interrogeaient dans des tribunes parallèles sur l'avenir incertain du socialisme. Pour le premier, « les récents succès électoraux de la gauche ne doivent pas trop faire illusion : le modèle social-démocrate d'après-guerre est en crise et chacun se demande par quoi le remplacer ». Quant au second, il va droit au cœur de cette angoisse existentielle : « Je me souviens du temps, pas trop lointain, où le socialisme annonçait la dissolution de l'ordre capitaliste. Or les socialistes ne préconisent plus la socialisation des moyens de production et d'échange, ils acceptent que la régulation de l'économie soit principalement assurée par le marché. Ils ne parlent ni

de planification ni d'autogestion, et ils ne croient plus que le prolétariat puisse se transformer en classe dirigeante. Alors, encore une fois, qu'est-ce que le socialisme aujourd'hui 5/? »

Gilles Martinet se félicite d'un « réalisme de gauche », réduit à la gestion pragmatique, au jour le jour, d'objectifs modestes, et débarrassé des grandes ambitions du lendemain. Henri Weber sèche quant à lui sur la planche à (grand) dessein, susceptible de propulser Laurent Fabius dans le troisième millénaire. Il parvient à peine à tracer les contours d'un espace virtuel, désespérément vide, délimité par un commode ni-ni : ni nostalgie volontariste à la mode de la gauche socialiste, ni abandon aux sirènes trop libérales d'un blairisme à la française. Dans l'entre-deux, il ne reste qu'à attendre l'avènement hypothétique d'un « keynésianisme européen ».

Cet avenir risque fort de se faire attendre. Et les lendemains de déchanter encore.

Après six mois de prodiges jospiniens, « le gouvernement donne de façon diffuse l'impression de patiner ; de moins bien embrayer sur la réalité, et surtout de manquer de perspective ». Bref, « le réalisme est au rendez-vous, tandis que l'audace se fait attendre ». Ce diagnostic d'un quotidien du soir a trouvé aussitôt une confirmation dans l'épreuve infligée par les chômeurs en colère à la majorité plurielle 6/.

La gauche est surtout forte des faiblesses d'une droite déconfitée.

Les alarmes de Séguin à l'occasion du procès Papon sont éloquentes. Dénonçant une « atmosphère délétère », il lançait dans *Le Figaro* un triple « Assez ! ». Le procès virait selon lui à un acte d'accusation contre le gaullisme, « un procès du gaullisme et du général de Gaulle », « un procès de la France en bloc ». Le procès Papon, qui a fait remonter à la surface les ratonnades sanglantes d'octobre 1961, n'est pourtant que le révélateur d'une décomposition plus sourde et plus profonde.

Le gaullisme historique est en crise pour des raisons parallèles à celles qui minent les bases du Parti communiste. Tous deux ont constitué les piliers de « l'exception française » depuis un demi-siècle. Ils ont représenté deux variantes concurrentes du pacte progressiste de la modernisation, de la décolonisation, des grands projets industriels aux couleurs de la France. Ensemble, ils ont tenu le discours du « rang de la France » dans le monde. La France est réduite aujourd'hui à une puissance subalterne et déclinante dans le nouveau désordre mondial. Le Parti gaulliste

2/ *Le Monde*, 15 novembre 1997.

3/ Pierre Moscovici, *l'Urgence: plaidoyer pour une autre politique*, Plon, 1997.

4/ *Le Monde*, 16 septembre 1997.

5/ *Le Monde*, 3 décembre 1997.

6/ Jean-Marie Colombani, « Le doute? », *Le Monde*, 21 décembre 1997.

et le Parti communiste ont vu leur modèle s'épuiser, leur base sociale et électorale s'étioler.

La symétrie n'est pourtant pas parfaite. À gauche, le Parti communiste reste le partenaire minoritaire utile d'une majorité plurielle sous hégémonie socialiste. À droite, le Rassemblement gaulliste demeure la force principale face à une UDF composite et balkanisée. Malgré les efforts de synthèse de la paire Balladur-Sarkozy, la transition s'annonce difficile et incertaine. Avec la campagne de Pasqua-Séguin pour le « non » au référendum sur Maastricht, avec celle de Chirac contre la fracture sociale, le gaullisme populaire semble avoir brûlé de ses derniers feux. En quoi son libéralisme « convenablement » balladurisé est-il encore spécifiquement gaulliste ? La question se pose tout autant que celle du socialisme mitterrandisé du Parti socialiste.

Charles Millon et quelques autres ont agité l'idée d'une grande droite républicaine unifiée pour surmonter cette crise. Mais le gain hypothétique de cette dynamique unitaire ne compenserait pas nécessairement l'espace ainsi libéré pour les droites extrêmes. En dépit des dénégations dominicales des dirigeants, la demande d'alliance électorale avec le Front national gagne du terrain parmi les notables de base. Certains ténors, d'Alain Peyrefitte à Philippe Vasseur, s'en font volontiers l'écho. Une droite républicaine unifiée sans garantie de majorité absolue serait confrontée de façon obsessionnelle aux propositions de « discipline nationale » de Bruno Mégret et à la tentation de l'alliance.

Le piège conçu par François Mitterrand fonctionne à merveille. Pour diviser la droite. Mais aussi pour corrompre la gauche, emportée dans le tourbillon pervers du moindre mal : « Ne pas faire le jeu du Front national », devient le prétexte de tous les renoncements sous couvert de « pacte » ou de « consensus » républicain.

Un Parti communiste en deuil de révolution. Un Parti socialiste en panne de réformes.

De part et d'autre, certains se prennent à rêver d'une histoire à rebours, d'un film rembobiné, en un mot d'un congrès de Tours à l'envers. L'idée n'est pas saugrenue. Elle est même logique. Après une cure draconienne d'allègement idéologique et de repentance historique, quelle est en effet la raison d'être spécifique du Parti socialiste ?

Michel Rocard : « Le projet communiste n'a plus de sens. » Henri Emmanuelli : il est temps de « réfléchir sérieusement au dépassement des erreurs de ce siècle et à la réunification de la pensée socialiste ». François Hollande : « Ceux

qui veulent venir rajeunir la maison sont les bienvenus. Je ne crois pas que l'on puisse demander aux communistes de devenir socialistes. Mais on peut leur dire : oui, vous avez toujours une place, c'est à vous de fixer votre destin. » Cette débauche de propositions nuptiales est apparue autour du cadavre de Georges Marchais, comme si sa disparition marquait la fin symbolique d'une époque ^{7/}.

Sur le fond, théorique et pratique, la division de Tours est bel et bien effacée. Pour fonder son identité, le Parti communiste n'a plus ni l'héritage doctrinal, ni la référence au camp socialiste, ni la base sociale ouvrière industrielle, ni même l'assise d'une gestion municipale qui se réduit comme une peau de chagrin d'élection en élection. Quant à l'événement fondateur de la révolution d'Octobre, il s'efface de plus en plus dans les brumes originelles d'un communisme utopique. « Le dépassement de Tours est incontournable », en conclut Philippe Herzog. D'aucuns de célébrer déjà la victoire posthume de Léon Blum sur feu le bolchevisme, comme si, au sein de la gauche, le jeu était à somme nulle, les valeurs perdues par les uns étant regagnées par les autres !

L'anticommunisme de guerre froide, manifesté par les députés de l'UDF à l'Assemblée à l'occasion de la publication du *Livre noir* de Stéphane Courtois et consorts, a fourni à Lionel Jospin l'occasion d'introniser le PCF comme composante historique de la gauche française respectable et de déclarer sa fierté de compter des ministres communistes dans son gouvernement. Cet adoubement est allé droit au cœur de Robert Hue, dont il légitimait la ligne et affaiblissait les oppositions internes. Aussi le secrétaire national s'empressa-t-il à son tour de se déclarer fier de la fierté de Jospin : « Je tiens à dire pour ma part qu'hier, dans l'hémicycle de notre République, j'étais fier que les communistes participent au gouvernement de la France, au gouvernement de Lionel Jospin ^{8/}. » Lequel pourrait en échange se féliciter de la fierté de Hue... Je te tiens, tu me tiens, nous nous tenons.

Pour leur part, les Verts ont d'abord essayé, notamment par la voix d'Alain Lipietz, de présenter l'écologie comme un « nouveau paradigme » fondateur, comme la clef universelle d'un projet de société alternative. Incapables de se développer dans le mouvement syndical et associatif comme courant concurrent aux différentes tendances du mouvement ouvrier, ils ont été réduits à une composante mineure de la gauche plurielle : « Nous risquons sans cet accord de devenir un parti inutile, voué à protester et à n'avoir jamais l'occasion de mettre en œuvre ses projets. Ce risque met encore plus sûrement en péril

^{7/} *Libération*, 8 novembre 1997.

^{8/} *Le Monde*, 15 novembre 1997.

l'existence même des Verts [que l'accord conclu avec le PS] 9/» Le constat, du moins, ne manquait pas de lucidité. Non que la résistance et la protestation soient moins utiles parfois que certaines formes de participation. Encore faut-il alors être capable de jouer sur le terrain social un rôle significatif.

Or, en quelques années de campagnes et parfois de succès électoraux, les Verts ne sont pas parvenus à asseoir une existence propre indépendante du jeu institutionnel. Leur survie aux marges les condamnait ainsi à devenir tôt ou tard le liseré vert du grand ventre rose. Sans fondations théoriques solides ni racines sociales suffisantes, leur existence dépend de l'institution, soit, dans le régime électoral majoritaire en vigueur, du bon vouloir majoritaire.

Adieu planète, veaux, vaches, cochons, couvées...

Un plat de lentilles (vertes) vaut bien quelques coulevres transgéniques.

Les individus, les intentions, la sincérité des militants ne sont pas ici en cause. Simplement, la crise sociale est trop brutale, trop profonde, pour autoriser des replâtrages aux marges et pour apaiser les couches moyennes par des mesures « qualitatives » peu coûteuses. La crise est globale, et les effets de l'exclusion rejaillissent sur l'ensemble de la société. Entre le ralliement au réalisme jospinien sur la base d'un rapport de forces défavorable et la défense persévérante d'une autre politique, la voie est étroite. L'engagement de députés verts et communistes aux côtés des sans-papiers, des chômeurs, ou pour les 35 heures sans perte de pouvoir d'achat est d'autant plus méritoire.

La logique du réalisme gestionnaire pousse donc globalement la gauche plurielle à combiner les mutations internes de ses diverses composantes et à se rassembler dans une sorte de parti démocrate à la française. Rien ne dit cependant que cette logique aboutira à court ou moyen terme. Les intérêts d'appareil ont la peau dure. Ils pèsent plus lourd que les considérations idéologiques. D'autant que la gauche peut avoir intérêt à afficher durablement son pluralisme pour ratisser large électoralement et se couvrir sur sa gauche. Une absorption pure et simple du Parti communiste ou des Verts dans le grand trou rose libérerait en effet des électorats flottants à la destination incertaine. Une forme fédérative peut donc convenir bien mieux qu'une unité organique pour une étape indéterminée.

En bons cousins germains rivaux, nourris tous deux à la pensée du Vieux, Henri Weber et Jean-Christophe Cambadélis connaissent leurs classiques. Le second s'interrogeait dans son dernier livre : « Que reste-t-il aujourd'hui de la

grande controverse du congrès de Tours séparant réforme et révolution ? »

9/ Dominique Voynet, *Politis*, 30 janvier 1997.

Constatant que « le PCF cherche une identité nouvelle », il lui demandait « pourquoi la chercher seul » au lieu de « faire renaître la gauche tous ensemble » : « La gauche peut et doit se recomposer sur un nouvel axe et offrir un nouveau dessein au pays », « un mouvement de toute la gauche », « voire un parti 10/ ».

Cette unité organique retrouvée serait-elle une bonne chose ?

Elle fut envisagée pendant les années trente, au moment du tournant des fronts populaires. À l'époque, la scission avait moins de quinze ans, les forces militantes des deux grands partis étaient vivaces, ils parlaient encore le même langage et partageaient une culture historique commune. Ils s'opposaient sur les moyens d'y parvenir, mais ils déclaraient viser le même but d'une société socialiste. Trotski lui-même envisageait la fusion éventuelle comme une évidente régression et comme la sanction d'un échec. Mais il admettait aussi qu'elle pourrait avoir des conséquences positives : elle ouvrirait, disait-il, la voie à la discussion, à l'étude, à la confrontation des propositions respectives sur une grande échelle, et, peut-être, au renouveau des courants révolutionnaires. En un mot, elle pourrait signifier « la possibilité de recommencer ».

Aujourd'hui, il serait bien improbable qu'une unification des vieux partis puisse encore signifier une telle possibilité. Elle conclurait surtout un énorme recul historique. Elle réunirait bureaucratiquement des appareils déracinés de la culture combative du mouvement social, vidés de leur substance, à bout d'énergie politique et de mémoire théorique.

Même si nous n'en portons pas la même responsabilité, nous sommes tous condamnés à payer le prix des terribles défaites du siècle. Du moins pouvons-nous chercher à faire bon usage de ces épreuves. Tant il est vrai que l'histoire avance souvent par ses mauvais côtés : « Si le succès était réputé l'innocence ; si, débauchant jusqu'à la postérité, il la chargeait de ses chaînes ; si, esclave future, engendrée d'un passé esclave, cette postérité subornée devenait la complice de quiconque aurait triomphé, où serait le droit, où serait le prix des sacrifices ? Le bien et le mal n'étant plus que relatifs, toute moralité s'effacerait des actions humaines 11/ ».

Pire que la défaite glorieuse, face à l'ennemi de toujours, nous subissons les effets ravageurs de la défaite de l'intérieur, intime, obscure, par trahison et décomposition : « Tout ce que nous avons soutenu, tout ce que nous avons défendu recule de jour en jour devant une barbarie, devant une inculture croissante, devant l'envahissement de la corruption politique et sociale » ; et

nous nous retrouvons dans une place en état de siège. Elle pèsera lourd, et longtemps, cette défaite méthodique,

10/ Jean-Christophe Cambadélis, *op. cit.*, p. 296.

11/ Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*, Garnier-Flammarion, tome II, p. 649.

séculaire, étirée tout au long de ce siècle fourbu : « Nous sommes des vaincus, c'est un point du moins où je pense que nous tomberons d'accord ^{12/} ».

Il s'agit maintenant de savoir comment retourner cette situation critique, comment rester de « victorieux défaites », dans cette partie dont le dernier mot n'est jamais dit, dans ce combat sans jugement dernier. Car c'est « cette situation de désarroi et de détresse qui nous crée, plus impérieusement que jamais, le devoir de ne pas capituler ^{13/} ».

Rampant ou solennel, sournois ou déclaré, le congrès de Tours à l'envers aura peut-être lieu un jour. Ce serait bien dans l'ordre catastrophique des choses, dans la logique de l'abatement et du renoncement. Notre problème est de savoir si nous serons encore capables de lui opposer un congrès de Tours à l'endroit, dans le sens du renouveau et du redressement.

Car, sans sa souche révolutionnaire, la gauche ne serait plus la gauche.

La tradition est presque déracinée. Les repousses sont rares et fragiles. La renaissance d'un courant radical, révolutionnaire, irréconciliable avec l'ordre établi, ne pourra s'inscrire dans le simple prolongement des familles politiques nées de la guerre et de la Révolution russe. Une grande redistribution des cartes est nécessaire.

Malgré la débâcle, du moins avons-nous remporté d'imperceptibles, d'infimes victoires. Nos revers et nos échecs ne sont pas médiocres. Ils s'inscrivent dans les grandes blessures et les plaies du siècle. Nous ne nous sommes jamais résignés à devenir une secte, ni une cabale, ni une « affaire ». Nous avons continué à vibrer et à pâtir à l'unisson des grandes convulsions sociales. Nous y avons gagné sans doute du désabusement et de la désillusion, mais peut-être aussi de la lucidité et de la fermeté. En tout cas, aucune résignation, indifférence, ou cynisme.

C'est assez pour espérer recommencer.

Pour faire en sorte que tant d'efforts, de joies, et de souffrances ne partent pas en fumée dans l'avènement d'un parti démocrate unique, que subsiste la volonté de changer le monde, de battre le rappel des forces dispersées pour affronter les épreuves qui s'annoncent.

Le monde change d'échelle et de rythme. Il faut une gauche dans la gauche, capable elle aussi d'élargir les horizons et de combiner les vitesses.

La crise de la gauche va bien au-delà des crises respectives du stalinisme et de la social-démocratie. Jacques Julliard y voit une crise histo-

^{12/} Charles Péguy, *Victor-Marie, comte Hugo*, Gallimard 1934, p. 200.

^{13/} Charles Péguy, *Œuvres en prose*, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », tome II, p. 1273.

rique du « pacte progressiste », d'un double divorce, entre le peuple et « les élites », d'une part, entre le peuple et l'idée de progrès, de l'autre. L'aveuglement des élites aux misères quotidiennes de la petite violence, leur insouciance angélique devant la peur de l'étranger, leur mépris envers la gauche populaire et ses soucis ordinaires résulteraient de cette perte de contact. En rupture de réalité, déçus par un vieux prolétariat qui s'effrite, les intellectuels seraient tentés d'en élire un autre, plus mythique encore, celui des immigrés et des exclus.

Julliard croit déceler là les raisons de la fracture culturelle entre le rigorisme moral populiste et le libéralisme moral des élites, dont l'installation durable du Front national dans le paysage serait le prix exorbitant. Mais si, comme il le dit, « la gauche est accusée d'abandon de poste dans les milieux populaires », qu'en conclure ? Certainement qu'il faut occuper ce poste, et commencer par le reconquérir.

Comment ? Plus facile à dire qu'à faire.

Jacques Julliard propose une nouvelle alliance, autour d'une idée de progrès moins optimiste, moins insouciant, corrigée par l'inquiétude écologique. En somme un « principe espérance » amendé par le « principe responsabilité ». Telle serait la ligne générale de la réforme pour le nouveau siècle. Car quiconque rechigne devant les réformes est, à ses yeux, conservateur. La critique n'est pas très nouvelle. Être révolutionnaire reviendrait à réduire l'action sociale à « une conduite de salut », de « témoignage plutôt que de négociation », « d'impuissance plutôt que de compromission ». D'où sa dénonciation du « conservatisme révolutionnaire, marqueur d'identité et non point critère pour l'action ^{14/} ».

On croirait entendre Notat. À moins que ce ne soit l'inverse.

Des réformes ? Bien sûr. Mais lesquelles ? Toute la question est là.

Le raisonnement de Jacques Julliard est pauvrement binaire. Pour lui, l'alternative se réduit à « réforme ou *statu quo* ». Pas de tierce possibilité. Pourtant, toute l'expérience récente montre qu'il n'y a pas plus de réforme unique que de pensée unique, ou d'Europe unique, mais des embranchements, des bifurcations, des buissonnements.

Le changement aujourd'hui a besoin de mode d'emploi.

Et les réformes sérieuses ont une portée révolutionnaire.

Livré à lui-même, le système flirte avec l'absurde, que ce soit en matière d'emploi, de distribution des ressources, d'écologie. Faute de projet, faute d'oser affronter ce mur du temps, on se gargarise de « valeurs » supposées

^{14/} Jacques Julliard, *La Faute aux élites*, Paris, Gallimard, 1997.

communes. Mais « les valeurs » ne tiennent pas lieu de politique. Famille ? Travail ? Patrie ? Elles sont toujours – au moins – ambivalentes, et ne prennent sens qu'insérées dans un programme, propulsées par l'arc tendu de l'attente.

« Une attente réfléchie du futur », disait Kant.

Une promesse de libération et d'humanité, une annonce qui prédit, préfigure, et prescrit à la fois. Une prophétie politique en quelque sorte, qui est l'exact contraire d'une utopie chimérique.

« Prophète n'est pas un métier d'avenir », prévient Julliard.

C'est un contresens d'une stupidité ordinaire. Le prophète ne dit pas ce qui adviendra avec certitude. Il met en garde, au conditionnel, sur ce qui arrivera si les choses continuent comme elles vont : « Si ça continue, ça finira mal ! » Malheur au monde qui perdrait le sens de la prophétie et la capacité à entendre ses prophètes ! Le peuple est las des grandes causes, répète Julliard.

Il veut vivre sa vie de peuple paisiblement, loin des épopées héroïques qui tournent mal. Il est réformiste, tout simplement, le peuple. Bien sûr, puisqu'il tourne en rond, selon le cercle vicieux de ses aliénations marchandes, comme le prisonnier dans la cour de sa prison. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a rien derrière le mur. Ni que ce mur soit infranchissable. Ni que soit éteinte l'envie soudaine de le franchir.

« Involution dans la révolution », dit Julliard dans le sillage de Furet. La Révolution est terminée. Que vive donc la République : la Révolution serait un moyen, la république un régime, un point d'arrivée, un achèvement. Le problème, c'est qu'on n'en restera pas là, benoîtement installés dans la république finale, terminale, dans l'horizon républicain indépassable de notre temps. La République conquérante, ouverte, universelle, ne va pas sans la révolution qui en renouvelle l'élan et le sens. Le régime ne va pas sans l'événement qui en fixe le principe. L'ordre du constitué ne va pas sans le mouvement du constituant.

Sans cette tension permanente entre un monde qui meurt, tandis que l'autre s'invente à peine, la politique dépérit et se meurt, tout simplement. Elle « disparaît du monde », comme le craignait Hannah Arendt.

Depuis son accession au secrétariat général du parti, Robert Hue a fait de la mutation son credo et sa raison d'être. Il n'avait guère le choix. Il héritait d'une double faillite. Celle d'un modèle – le « socialisme réellement existant » à la mode bureaucratique. Et celle d'une stratégie – l'Union de la gauche miterrandisée.

Les piliers sur lesquels reposait le parti étaient également minés depuis longtemps. La crise économique et les transformations du travail dévastaient les bastions prolétariens qui firent sa force. La désintégration du soleil noir du stalinisme le condamnait à chercher une nouvelle orbite.

Robert Hue a fait de nécessité vertu. Il se surprend lui-même à oser appeler un chat un chat : « C'est bien une mutation », dit-il. Une « Mutation » majuscule, même. Mais encore ? Qu'est-ce au juste qu'une mutation ? Plus qu'un changement, moins qu'une métamorphose ?

Et surtout : muter vers quoi ? La mutation – admettons le mot – est un passage, une transition. Elle n'a de sens qu'en fonction de sa destination. « Pendant la mue, le serpent est aveugle », ironise l'ancien ministre communiste Anicet Le Pors. À lire et à entendre Robert Hue, la formule fait mouche.

Il ne semble pas se lasser de sa découverte. Après tant d'années de bigoterie et de discipline tatillonne, pour Robert Hue, c'est la griserie du large et des amarres rompues. C'est l'étonnement, l'émerveillement permanent devant son propre strip-tease idéologique. Il effeuille l'héritage avec ravissement et se rengorge à la lecture des sondages favorables à l'image mutante du parti : « Miroir, mon beau miroir, dis-moi que je suis le plus populaire ! »

Les bonnes opinions ne font pas une orientation. L'inaltérable jovialité ne définit pas une politique. Et la rhétorique de la mutation ne dessine pas un avenir.

Quel parti le Parti communiste veut-il encore être ?

Pour quel projet ?

Entre un projet révolutionnaire à la mesure des tourments de l'époque et

une force d'appoint subordonnée à une social-démocratie hégémonique, la voie s'annonce étroite.

« Il faut inventer », ressasse Robert Hue. Le mot ne fait pas l'invention.

« Qui n'a pas de passé, n'a pas d'avenir. »
(Et tous les passés n'ont pas le même avenir.)

Sage formule. Or – et ce n'est pas le moindre problème – le passé stalinien ne passe pas tout seul. Ne reculant devant aucune hardiesse sacrilège, Robert Hue dit du stalinisme, quarante ans après le XX^e congrès du PCUS, qu'il « fallait en parler, l'analyser, le reconnaître pour pouvoir le congédier ». Aussitôt dit, cette obligation téméraire lui pèse. Il cherche à s'en acquitter *a minima* : « Il me faut en parler. Certainement pas pour tenter une analyse de ce que fut le stalinisme... Ce serait présomptueux de ma part ! » Il se propose plus modestement de « tirer au clair ce que fut le rapport du Parti communiste au stalinisme ».

Cette exigence de clarté doit être en effet à la mesure d'une fort ténébreuse affaire. Il faudrait remonter aux origines du procès de bureaucratisation en Union soviétique, à ses racines sociales, à la stalinisation de l'Internationale communiste, aux combats et aux affrontements politiques qui en ont scandé les principales étapes, aux grandes bifurcations de la révolution allemande et de la révolution chinoise qui ont permis la victoire du « socialisme dans un seul pays » sur la « révolution permanente », au bilan de la lutte contre le fascisme et des fronts populaires, de la révolution espagnole et du pacte germano-soviétique, à la signification des procès de Moscou. À tout ce qui fait l'insurmontable différence entre communisme et stalinisme.

Sans doute Robert Hue a-t-il peur de réveiller trop de fantômes et de ressusciter des spectres encombrants. Plutôt que de s'enfoncer dans les complexités de l'histoire, il aimerait pouvoir s'en débarrasser à bon compte en « congédiant », dit-il, « le modèle soviétique ». Il « a fait faillite » et « le Parti communiste le dit sans détour », tout comme « il dit clairement qu'il a eu tort d'en faire tout un temps la référence majeure de sa propre action en France ^{15/} ».

« Tout un temps » ? C'est vague.

Robert Hue rappelle volontiers les étapes d'une rupture douloureuse et incertaine avec ce passé toujours présent. En 1975, en pleine euphorie « euro-communiste », le parti a rejeté « les conceptions étrangères à l'idéal et à la politique des communistes français ». En 1976, le XXII^e congrès s'est prononcé

^{15/} Robert Hue, *Communisme: la mutation*, Paris, Stock, 1995.

pour « un socialisme aux couleurs de la France », incompatible avec la

notion de dictature du prolétariat. En 1977, fut répudié « l'internationalisme socialiste » qui servit de prétexte à l'intervention en Tchécoslovaquie (mais cela n'a pas empêché le parti d'approuver, quatre ans plus tard, le coup d'État de Jaruzelski en Pologne). La même année, il a adopté le thème de l'autogestion (sans en tirer la moindre conséquence quant aux rapports entre le parti et les syndicats, sur la démocratie directe dans les luttes, ni même sur le régime interne du parti lui-même). En 1994, le XXVIII^e congrès a « congédié » le « centralisme démocratique » (sans toutefois corriger le moins du monde le centralisme médiatique qui confère des pouvoirs exorbitants au secrétaire général).

La mue est laborieuse. C'est le moins que l'on puisse dire.

Et surtout incomplète. Elle joue souvent sur les mots sans aller au fond des choses. Ainsi, le stalinisme est-il réduit à un « phénomène soviétique », à une « caricature faite ailleurs », dont Robert Hue serait quitte dès lors qu'il affirme l'indépendance nationale du communisme à la française. C'est trop court, trop léger, trop facile. Le stalinisme : une « déviation » exotique, teintée de despotisme oriental ? La chanson n'est pas nouvelle. Les éléments spécifiques à la Russie et à l'époque ont sans nul doute leur part dans l'affaire, et ils pèsent lourd. Mais il y a aussi les éléments universels de la bureaucratisation inhérente à la division du travail, à la délégation de pouvoir, à un certain rapport du social au politique. Il y a l'héritage d'une vision du monde et d'une tradition stratégique, toute une culture de mauvais réflexes, de mauvaises habitudes, de mauvais plis, de mœurs d'appareil dont on ne se défait pas sans en avoir extirpé les racines, et sans une vigilance de tout instant.

Et il y a bel et bien un « stalinisme à la française », bien de chez nous, « aux couleurs de la France », à l'accent du terroir, si bien illustré par Jacques Duclos ^{16/}.

Sous couvert de modestie, Robert Hue renonce avant d'avoir essayé. Il lui suffit, croit-il, de répudier le « modèle » pervers pour se refaire une virginité. Il imagine ainsi faire coup double : solder le compte du stalinisme et justifier une politique à tâtons, au jour le jour, au fil de l'eau, puisque « ce que nous avons rejeté, ce n'est pas seulement ce qu'il y avait de soviétique dans le modèle, c'est aussi et surtout l'idée même de modèle ».

Nous ne nous sentons pas, pour notre part, orphelins d'un modèle, ayant depuis longtemps considéré l'Union soviétique stalinisée comme un antimo-dèle. Mais, sous prétexte de s'émanciper des modèles, Robert Hue rejette

^{16/} Sur le stalinisme à la française, voir Roger Martelli, *Le Rouge et le Bleu*, Éditions de l'Atelier, 1996.

toute idée de programme, de projet, d'hypothèse stratégique. Il entend,

en réalité, ne prendre aucun engagement dont il doive un jour rendre compte, effacer toute ligne susceptible de laisser des traces, garder les mains libres. Et ce renoncement est présenté comme une avancée démocratique ! Mais la démocratie, ce n'est pas la possibilité de dire tout et son contraire, de changer de vérité comme de chemise. C'est d'abord être responsable de ses choix et de ses actes, et être prêt à en rendre compte précisément devant ses mandants.

Entre l'initial communisme d'Octobre et le stalinisme, il n'y a pas continuité mais rupture. Le stalinisme au pouvoir n'est pas le simple prolongement de la révolution, mais le produit d'une contre-révolution. Il ne s'agit pas ici d'une généalogie biblique, selon laquelle Marx aurait engendré Lénine, lequel aurait engendré Staline, et ainsi de suite. Le bilan du siècle exige certainement un examen scrupuleux de ce qui a pu, dans les antécédents théoriques et pratiques, faciliter l'avènement de la bureaucratie thermidorienne. C'est l'évidence. Il n'est pas possible d'opposer simplement les années lumineuses du « léninisme sous Lénine » aux années sombres des procès, des poisons, et des poignards. Le droit d'inventaire est aussi un devoir. L'ouverture des archives, l'accès à de nouveaux documents doivent permettre de passer au crible les égratignures dont est partie la gangrène.

Il n'en restera pas moins nécessaire de rappeler que le pouvoir stalinien ne s'est pas imposé comme le fruit naturel et le prolongement logique de la révolution, mais par un renversement qu'attestent non point tel glissement conceptuel ou telle dérive institutionnelle, mais des combats gigantesques, avec les millions de morts de la collectivisation forcée et des grandes famines de 1932, des purges et du goulag, les procès et les déportations de la Grande Terreur (1936-1938). Le processus a commencé tôt, dès avant la mort de Lénine. Il a aussi ses accélérations et ses points de flexion : le V^e congrès de l'Internationale communiste dès 1925, la défaite des oppositions de 1926-1927, la dékoulakisation, l'assassinat de Kirov et le « congrès des vainqueurs » qui prélude aux grands procès. Devant ce phénomène inédit, les oppositions se sont toujours divisées sur la détermination d'un seuil d'irréversibilité, sur la ligne de partage des eaux entre le moment de l'opposition constructive et celui de la lutte ouverte contre le régime.

Trotsky lui-même a longtemps hésité. C'est après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, face à l'incapacité de l'Internationale à en tirer les leçons, qu'il s'est convaincu en 1933 de la nécessité d'une nouvelle révolution en Union soviétique. Tout cela peut être discuté aujourd'hui, avec plus de recul, sur la base

d'une documentation plus fiable, et surtout avec la lucidité rétrospective de l'histoire connue. Bien des recherches en cours y contribuent et y contribueront. Il ne s'agit pas seulement d'exactitude historique, de rendre justice au passé.

Il s'agit aussi de politique au présent.

Si le sort de la première révolution accomplie au nom du socialisme n'est pas compris, la suite devient incompréhensible. L'horizon d'attente s'obscurcit. Entre ce qu'il faut rejeter, et ce qu'il est, au contraire, indispensable de garder, le partage devient impossible.

Le stalinisme, dit Robert Hue, fut aussi « un drame communiste ». Un drame pour les communistes sans doute. Que de courage et d'énergie gâchés, que de vies broyées, que d'existences déchirées ! Il n'était pas simple, sans doute, au cœur des ténèbres des années trente, sous la menace directe du fascisme, de démêler la révolution de la contre-révolution, d'admettre que l'espérance née quinze ans plus tôt était déjà trahie et défigurée. De ce drame, tant de destins et de mémoires témoignent : les déclarations pathétiquement subtiles de Boukharine en son procès, les récits de la Kolyma, les souvenirs de Victor Serge, d'Ante Ciliga, de Jan Valtin. La mécanique des procès de Moscou a été démontée sur-le-champ par la contre-enquête de la commission Dewey. Dès 1937, Trotsky publiait *les Crimes de Staline*. Qui voulait savoir le pouvait, depuis belle lurette, sans attendre Soljénitsyne.

Sans doute fallait-il un exceptionnel courage de la raison pour admettre, malgré l'éternelle accusation de « hurler avec les loups » ou de « faire le jeu de l'ennemi », que la révolution était défaite de l'intérieur. Et puis, les fractures ne sont pas toujours nettes. Il n'est pas toujours facile de décider ce qui fait date, ce qui marque un tournant décisif. Il y a toujours des enjambements et des chevauchements.

La veuve de Boukharine, Anna Larina, revenante des années terribles où elle a vu disparaître son compagnon et la plupart de ses proches, disait encore après ses épreuves : « Les jeunes n'y comprendront jamais rien s'ils ne comprennent pas que ces années d'horreur furent aussi, malgré tout, des années d'enthousiasme. » Un juif roumain, vétéran des brigades internationales et de la MOI ¹⁷, interrogé sur les crimes staliniens dans la guerre d'Espagne, répondait aussi douloureusement : « J'ai du sang sur les mains, mais le cœur pur. »

Ces militants ont été des contradictions vivantes. Qu'il ait été difficile pour eux de se battre sur deux fronts, contre le fascisme et contre le stalinisme en

17/ Francs-tireurs et partisans-main-d'œuvre immigrée (FTP-MOI).

même temps, qu'ils aient répondu à la sommation binaire d'avoir à « choi-

« sir son camp », à faire front à « l'ennemi principal » au risque d'être abattus traîtreusement par l'ennemi secondaire, qu'il leur ait été impossible d'imaginer un camp de la révolution irréductible à ces appareils, c'est pathétique, effrayant parfois, mais compréhensible. L'Union soviétique s'industrialisait à marche forcée. Même bureaucratisée, l'épopée restait à leurs yeux une épopée : jamais au monde un pays n'avait connu, dans un laps de temps aussi bref, une transformation comparable à celle de la Russie entre les deux guerres. Que de fois avons-nous entendu la formule magique à effacer la mémoire : « On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. » Pourtant, plus les œufs cassés étaient nombreux, moins l'omelette était mangeable.

Dans le petit bistro de mes parents en banlieue toulousaine, se tenaient les réunions annuelles de remise des cartes de la cellule du parti et les goûters de l'Union des femmes françaises. Le souvenir de la Résistance était proche. Accoudés au comptoir, les immigrés espagnols tisonnaient inlassablement leur mémoire blessée. J'ai été bercé des légendes de la Résistance, des actions de la MOI, du supplice de Marcel Langer et d'Albert Lautman. Je n'ignore rien de cette complexité, de la différence entre une franche trahison, celle des assassins sociaux-démocrates de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, et une trahison masquée au nom de la révolution même. Je comprends le « drame communiste » de ces consciences déchirées. Mais tirer au clair leur tragédie est aussi une dette à leur égard. De même qu'une dette insolvable nous lie à ceux et celles qui sont morts pour qu'on ne puisse jamais confondre communisme et stalinisme, les Joffé, les Ignace Reisz, les Racovsky, les Pietro Tresso, les Andres Nin, les Trotski et tant d'autres victimes anonymes de la terreur bureaucratique.

Le mur de Berlin est tombé. L'Union soviétique s'est désintégrée. Cette histoire doit être élucidée. Nous le devons au passé d'abord, à tous « ces cadavres au front troué » qui hantent le présent, mais aussi à tous ces militants sincères qui ont apporté, dans le doute parfois, leur contribution à une entreprise qui les dévorait. Nous le devons aussi au présent, si nous voulons qu'un avenir communiste reste ouvert.

Ce n'est pas, hélas, ce bilan que propose Robert Hue. Regrettant simplement les « retards » répétés d'une rupture tardive, « congédiant » en quelques phrases le « modèle » stalinien, il referme hâtivement le placard sur son lot de cadavres. Cette critique superficielle et bâclée ne produit aucune compréhension sérieuse, aucune intelligibilité renouvelée de cette histoire si présente. Il en subsistera toujours le soupçon légitime que le stalinisme a abandonné le Parti communiste bien plus que ce dernier ne l'a volontairement quitté.

Son bilan de l'Union de la gauche est encore moins convaincant que celui du stalinisme : « Je veux seulement souligner ici que cet échec est dû pour beaucoup au fait que les salariés, les citoyens ont été tenus à l'écart de l'élaboration de ce programme [commun] réalisé entre états-majors politiques [...]. Au moment où il aurait fallu les tenir, les engagements pris furent abandonnés [...]. Ici encore, ce qui s'était élaboré et décidé sans le peuple se mettait naturellement en œuvre sans lui et finissait par se retourner contre lui. »

Dire que les citoyens « ont été tenus à l'écart », c'est déjà mieux que de dire que « les masses » n'ont pas poussé assez fort, comme on l'a souvent entendu en guise d'excuse. C'est en effet reconnaître qu'il y eut une volonté délibérée (de qui ? comment ?) de les mettre hors jeu. Il aurait donc manqué une implication active des salariés dans l'élaboration même du programme et une vigilance organisée au moment de son application. Dont acte.

Mais l'affaire est un peu plus complexe.

Le mouvement communiste est passé dans les années trente d'une ligne sectaire, dite de la « troisième période » de l'Internationale communiste, où la social-démocratie était considérée comme le plus proche et le plus pernicieux ennemi, où la division et les agressions physiques (attestées par d'innombrables témoignages militants) firent le lit du nazisme, à l'orientation des fronts populaires, subordonnant au nom de l'antifascisme le mouvement social aux alliances de sommet avec les partenaires bourgeois (en l'occurrence, en France, les radicaux qu'il fallait à tout prix ménager).

De cette double expérience, il est resté une oscillation permanente entre l'union sans combat et le combat sans union. Tout au long de l'expérience de l'Union de la gauche, ces zigzags et ces tête-à-queue, ces poussées de sectarisme et d'opportunisme se sont succédé dans la politique unitaire du parti. De 1972 à 1977, alors que l'élan de 68 était encore vigoureux en France et en Italie, alors que le Portugal se soulevait et que la dictature franquiste agonisait, le Parti communiste martelait : « Une seule solution, le programme commun ! » En clair : votez, nous ferons le reste.

En 1977, sous prétexte d'actualiser le programme commun, il a fait mine de découvrir que « l'union est un combat », formule aussitôt traduite dans les faits par un combat si peu unitaire qu'il conduisit certains à recommander discrètement le « vote révolutionnaire » pour Giscard aux présidentielles de 1981, avant de trouver, au lendemain des élections, des vertus révolutionnaires aux propositions du candidat Mitterrand, de se rallier dans les pires conditions à sa victoire, et de saluer le bilan gouvernemental jusqu'à 1984 comme « supérieur » aux acquis du Front populaire.

Le Parti communiste a laissé beaucoup de plumes dans la mésaventure.

Quelle leçon en tire Robert Hue ? Il en retient qu'« inventer du neuf, ce ne peut être renoncer à l'union » : « Il faut l'union. Mais autrement. » Certes. Mais encore ? À suivre les travaux du XXIX^e congrès, le mode d'emploi tient en un mot : « L'intervention citoyenne. » Depuis 1995, cette intervention n'a cessé, grandeur nature. Elle a exprimé des exigences auxquelles devrait répondre un parti fidèle à ceux qu'il prétend défendre : la défense du service public, le retour sur les privatisations, le rétablissement et la démocratisation de la protection sociale, l'abrogation des lois Pasqua-Debré et le retour au droit du sol, les revendications adoptées unitairement par les Assises pour les droits des femmes de mars 1997.

Robert Hue va répétant qu'il faut « mettre fin aux vieilles pratiques de compromis d'états-majors », « prendre comme base les exigences populaires pour s'unir », « se décider à écouter enfin les citoyens »... Qu'il le fasse. L'invocation de « l'intervention citoyenne », d'où devait surgir la lumière, semble plutôt servir à se défaire de ses responsabilités, à éviter de s'engager sur un programme clair, en exposant les obstacles à surmonter.

« L'alternance – un coup les uns, un coup les autres, pour faire la même chose... –, merci on connaît », écrivait Robert Hue dans sa lettre ouverte aux jeunes¹⁸. Pour ne pas refaire la même chose, il proposait de construire unitairement, dans le respect de la pluralité, les outils d'une « démocratie de participation ». La formule restait cependant prudemment algébrique : « une perspective, un esprit, une démarche ».

Esprit, es-tu là ? Il tarde à se faire chair.

Ces incertitudes trahissent une panne sèche de projet. On ne sait plus si « changer le monde » reste le but du Parti communiste, ou s'il se contente désormais de le réformer à la marge. La définition de la révolution selon Robert Hue témoigne de ce doute : « Tandis que la réforme est octroyée d'en haut, la révolution s'impose d'en bas. » Il n'y aurait ni différence de but, ni différence de contenu, mais simplement différence d'impulsion, comme si les grandes réformes (celles de juin 1936, de la Libération, de Mai 68) n'étaient pas venues d'en bas plutôt qu'octroyées d'en haut.

Pour Robert Hue, « la question réforme/révolution » se pose aujourd'hui en termes nouveaux. S'il veut dire par là que les deux ne s'excluent pas, que l'action quotidienne n'attend pas le grand soir, il ne s'agit pas d'une nouveauté, mais d'une autocritique concernant l'histoire spécifique du PCF. Les révolutionnaires ne séparaient pas le « programme minimum » des réformes au

jour le jour du « programme maximum » des discours dominicaux. « Le pain ! La liberté ! La paix ! », c'était peu et beaucoup : question de contexte, de rapport de forces, de dynamique. Comment briser le cercle de fer de l'exploitation et de l'aliénation, comment jeter des passerelles entre un présent actif et un avenir qui n'est pas encore, comment de rien devenir tout ? L'hégémonie selon Gramsci, le front unique et les revendications transitoires selon Trotski cherchaient une réponse à ce problème.

Pour légitimer leur « mutation » (ou leur conversion à la social-démocratie) certains reprennent la vieille formule réformiste dissolvant le but dans le mouvement. Le socialisme, découvre Robert Hue, « ne se décrète pas : c'est nécessairement un processus de transition... Processus, transformations : voilà revenue la question des réformes... » Revenue ? Comme si elle était jamais partie ! Toute l'histoire du Parti communiste depuis les années trente est marquée par le divorce entre un maximalisme verbal et un minimalisme pratique.

« Nos conceptions d'aujourd'hui, affirme le secrétaire général, n'ont rien à voir avec la démarche prétendant abolir l'ordre actuel, la société actuelle – faire en quelque sorte table rase – pour édifier une société nouvelle conçue préalablement en théorie. » Il ne s'agit pas de table rase. Le faux bon sens se noie ici dans la confusion. Qu'est-ce que le communisme ? Pas un plan sur la comète : très exactement « le mouvement réel » qui abolit l'ordre existant. Pas une utopie chimérique, mais un projet, une prospective, une prophétie conditionnelle et une utopie concrète.

« Changer le monde », c'est l'unité de l'acte révolutionnaire et du processus de transformation. « Alors, réformes ou pas ? », insiste Robert Hue. Faux problème. Les acquis d'aujourd'hui sont toujours les réformes d'hier. Nous ne lui reprochons donc pas trop de réformes, mais pas assez. Et trop de demi-mesures, de mauvais compromis, de réformisme sans réformes radicales.

Car la logique intime de la réforme, c'est la révolution.

« Nous sommes disponibles, affirme Robert Hue, pour prendre notre part à la mise en œuvre d'une politique impulsant ces réformes sans attendre un mythique grand soir ; mais c'est évidemment d'autres réformes qu'il s'agit : des réformes ayant pour but non de mieux plier la société aux exigences de l'argent roi, mais de trouver des solutions. » Il faut sortir de la querelle de mots. Sur quoi viennent buter les réformes ? On disait hier le mur de l'argent. Le mur, aujourd'hui, a nom « les marchés financiers » ou « la contrainte extérieure ». Sans transformer ces rapports de propriété et de pouvoir, rien n'est jamais acquis.

Révisant ses ambitions à la baisse, Robert Hue fait mine de tout confondre, à commencer par la révolution et l'étatisme qui conduirait « à tout focaliser sur

¹⁸ Robert Hue, *Il faut qu'on se parle*, Paris, Stock, mars 1997 (soit avant la dissolution de l'Assemblée).

naires ne séparaient pas le « programme minimum » des réformes au

la question d'un pouvoir d'État qu'il fallait prendre». Hier, Robert Hue et le Parti communiste feignaient de tout focaliser sur une prise du pouvoir renvoyée à un mythique et inaccessible grand soir. Aujourd'hui, ils prêchent inversement que l'intervention citoyenne est tout, et que le pouvoir viendra en prime. En répudiant sommairement ce qu'ils nomment l'étatisme sans faire la clarté sur la nature et le rôle de l'État, ils esquivent l'examen nécessaire du phénomène bureaucratique.

Qui décide? « L'être humain ou l'argent? », demande Robert Hue. Derrière ces abstractions, il y a des réalités, des individus, des classes sociales. Derrière « l'être humain », l'exploité et l'opprimé. Derrière l'argent, le capital. « L'argent roi », « l'argent qui décide », participe encore de l'illusion fétichiste. C'est le capital qui décide.

Faute de prendre ces questions à bras-le-corps, d'inscrire les réformes dans un projet de transformation radicale, il ne reste qu'une rhétorique creuse et floue: « Le danger n'est pas de rêver trop haut, il est de proposer trop bas et trop court. » Robert Hue sent bien que la gravité de la crise exige des réponses ambitieuses, pas des rêves haut perchés, mais des objectifs précis et de la volonté. « Comment changer, que changer? »

Que changer? L'avenir, disait Lionel.

Changer l'avenir, c'est changer de logiciel. Pour vaincre le chômage, le droit à l'existence doit passer avant la propriété, les besoins avant le profit, les humains avant le marché.

Comment? « Le moteur, répond Robert Hue, c'est à mes yeux la démocratie », une démocratie nouvelle, « une démocratie de participation », « une réforme qui ne coûterait pas un sou »... Mais si, elle coûterait cher, cette réforme! Mieux vaut le savoir et le dire franchement. La démocratie peut rapporter gros, mais elle coûte. Du temps d'abord, qui, comme chacun sait, est de l'argent. Le temps de s'informer, de s'assembler, de délibérer, de contrôler.

« Vous l'avez sans doute remarqué, le Parti communiste ne présente pas de projet électoral », dit Robert Hue à la jeunesse en se rengorgeant d'une telle audace. Mais sans projet annoncé, il n'y a plus de contrôle possible des électeurs sur les mandataires. Le vote devient un chèque en blanc. Cette démagogie faussement novatrice s'inscrit dans la continuité de l'incroyable campagne d'affiches imaginée il y a quelques années par les conseillers en communication du parti: « Adhérez au Parti communiste, ça n'engage à rien. »

Mais si, ça engage! En tout cas, ça devrait!

À quoi bon, demande encore le Joseph Prud'homme du Colonel-Fabien,

« une gauche qui commence par des promesses pour finir par des déceptions »? Faudrait-il donc renoncer à prendre des engagements pour ne pas risquer la déception? Si l'on veut que la politique soit autre chose que le pays du grand mensonge déconcertant, que la citoyenneté ait un sens, ne vaudrait-il pas mieux dire ce que l'on compte faire avec la ferme intention de s'y tenir?

Mutation? Au baromètre des sondages, l'image personnelle de Robert Hue est à la hausse. Cette popularité exposée aux caprices de l'opinion ne règle pas l'avenir d'un parti au milieu du gué. La perestroïka à la française peut aussi bien aboutir à une implosion.

En ce cas, Robert Hue n'aurait été qu'un bonsaï de Gorbatchev.

Son parti est à la croisée des chemins.

Lui-même se fait déjà à l'idée que l'histoire ait « donné raison aux minoritaires de Tours », ceux qui, selon la formule historique de Léon Blum, ont gardé la vieille maison. Si le pouvoir est à occuper plutôt qu'à transformer, si la sacrosainte propriété devient intouchable, si la régulation marchande est désormais l'horizon indépassable de notre temps, s'il n'y a plus de différence entre réforme et révolution, il n'y a pas place en effet pour deux social-démocraties: en ce cas, l'électeur préfère toujours l'original à la copie.

Mais le bilan actuel du Parti communiste n'est pas celui de la majorité qui l'a fondé au congrès de Tours; il est celui d'un parti dont le cours a épousé pendant des décennies les intérêts et les méandres de la bureaucratie stalinienne. Celui de la minorité de Tours n'est guère plus reluisant. De capitulation en capitulation, de la non-intervention en Espagne aux interventions coloniales, de Munich à l'Algérie, de la faillite du molletisme à la banqueroute du mitterrandisme, elle a été de toutes les reculades et de toutes les débandades.

Le Parti communiste ne pourra rester éternellement au milieu du gué.

La « Mutation » ne lui tiendra pas indéfiniment lieu de raison d'être.

À terme, deux voies seulement s'ouvrent à lui. Soit il se résigne, fût-ce à petits pas, fût-ce par étapes, à rejoindre « la vieille maison », dès lors qu'aucune querelle historique, aucune divergence doctrinale importante ne le distingue plus de la social-démocratie. Soit il est capable de puiser dans le mouvement social les forces d'un nouveau révolutionnaire pour le XXI^e siècle.

Le Parti communiste ne peut prétendre constituer à lui seul le creuset d'une refondation. Il est trop usé, trop compromis, trop fourbu pour cela. Son univers s'est effondré avec la disparition de l'Union soviétique. Rien de neuf ne peut surgir de ces ruines et de ces gravats. Dans le mouvement syndical, dans le monde associatif, dans les réseaux écologistes et féministes, les forces vives

LA GAUCHE INTROUVABLE

nécessaires à un nouvel élan sont pour une large part étrangères à son histoire et à son orbite.

L'idée d'une « maison des communistes », ouverte à d'autres mais dont il garderait seul la clef, est illusoire. Trop de mauvais plis ont été pris, de méfiances accumulées. Le premier gage d'une véritable refondation pluraliste serait un changement radical des rapports au mouvement syndical et social, un respect scrupuleux de la démocratie qui ne saurait se réduire à une tolérance ou à une cohabitation indifférente entre courants de pensée, mais devrait allier l'unité dans l'action et la libre confrontation dans le débat.

Robert Hue évoque parfois un rassemblement socialement pluriel qui devrait « bien entendu » s'exprimer dans un pluralisme politique. Mais le pluralisme se prouve et s'organise.

À défaut de choisir clairement une voie, Robert Hue tempore. Faut-il rester immobile ? Non, répond-il avec audace, il faut « faire preuve d'imagination »...

Imaginons, imaginons... Marchons, marchons...

Il faut que tout change pour que tout reste comme avant.

Mutatis mutandis. Toutes choses égales par ailleurs.